

## ENTAME DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE JEUDI

## 21 jours pour vaincre l'abstention

**Les joutes électorales débiteront officiellement demain jeudi. Six candidats, plutôt un candidat et cinq lièvres, sont en lice dans cet inédit concours d'accès à la magistrature suprême.**

**Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir)** - Inédit parce que le lauréat est connu d'avance, depuis au moins la trituration constitutionnelle sans laquelle il n'aurait pas été loisible et possible au président Bouteflika de postuler à sa propre succession.

Dès lors que cet obstacle a été franchi sans coup férir, grâce à la bénédiction du Parlement, il ne restait au président Bouteflika qu'à trouver des convives pour les besoins du cérémonial et des acteurs dont la

présence éviterait que la pièce qui se jouera trois semaines durant ne soit pas un insipide one man show.

Cinq candidats, au bout du compte, ont été convaincus, surtout retenus, pour donner la réplique à Bouteflika dans cette théâtrale mise en scène : Louisa Hanoune (PT), Fawzi Rebaïne (AHD 54), Moussa Touati (FNA), Djahid Younsi (El Islah) et Mohand Saïd Belaïd (PLJ, non encore agréé). Les formes sont sauves, même si le prési-

dent Bouteflika ratera cette fois-ci de se mesurer à de sérieux rivaux, comme ce fut le cas en 1999 et en 2004. Qu'importe, semble-t-il, pour lui, l'essentiel est que sa course ne soit pas un éprouvant marathon solitaire.

En cela rassuré, le candidat Bouteflika aura, en revanche, à engager une féroce bataille contre le seul adversaire sérieux qui menace véritablement de le laisser sur une victoire amère : l'abstention.

Il en est hautement préoccupé et ça se ressent fortement. Ainsi s'est-il déjà fondu de quelques promesses électorales, fort de sa fonction qui lui a permis

d'être constamment en campagne.

L'effacement des dettes des agriculteurs, l'annonce d'une révision à la hausse des indemnités des fonctionnaires et d'une enveloppe de 150 milliards de dollars pour le quinquennat à venir sont autant d'appâts électoraux visant à susciter une mobilisation favorable pour le scrutin du 9 avril prochain.

Jeudi, le candidat Bouteflika ira dans les Aurès, à Batna, d'où il entamera officiellement sa campagne. Le choix de Batna est fortement symbolique pour un Bouteflika qui aura vécu l'adversité d'un Benflis

et mal digéré la sérénité d'un Zeroual refusant poliment de céder au chant des sirènes qui voulurent l'entraîner dans la marmelade électorale.

Si Bouteflika tient obsessionnellement à marquer son entrée par une telle symbolique, ses lièvres, au nombre de cinq, donneront du gosier chacun dans une wilaya choisie plutôt arbitrairement.

Louisa Hanoune sera à Tébessa, Ali Fawzi Rebaïne à Tlemcen et Mohand Saïd à Alger. Déjà sevré d'enjeu, le jeu électoral manquera aussi d'attrait, en ce sens qu'il ne présage rien d'un entrechoquement des pro-

grammes. Le candidat en puissance et les lièvres partent pour entonner la même sérénade sous le balcon de la république.

Tous sont épris de cette idée qu'il faille consolider la réconciliation nationale, renforcer l'unité nationale pour réussir l'essor du développement.

Et en la matière, le candidat Bouteflika a l'avantage de l'exercice du pouvoir et de la démultiplication de sa voix étant donné qu'un aréopage de partis et d'organisations de masse officieront en amplificateurs. D'ailleurs, on n'a pas attendu jeudi pour le faire.

S. A. I.

### LE SNPSP TIENDRA UN CONSEIL NATIONAL EXTRAORDINAIRE Quelle suite donner à la grève ?

**Les membres du bureau national du Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP) ont rencontré, lundi en fin d'après-midi, les membres de la commission de la santé et des affaires sociales de l'APN. Cette rencontre, la deuxième du genre, se veut une médiation entre le syndicat et la tutelle.**

**Rosa Mansouri - Alger (Le Soir)** - Bien que les quelques jours d'intervalle entre les deux rendez-vous n'ont pas permis cette médiation, les deux parties ont essayé d'étudier ensemble la plate-forme de revendications des praticiens de la santé publique.

Le président du SNPSP, M. Bensbaïni, nous a déclaré, hier, que «la commission en question leur a bien précisé qu'il serait difficile de régler les points relatifs au régime indemnitaire, qui dépend du Premier ministre».

Il est à souligner que le contact n'est toujours pas établi avec le ministère de la Santé. Par ailleurs, le SNPSP a décidé de réunir un conseil national extraordinaire le 23 mars prochain afin de décider de la suite à donner à la grève qui est à sa troisième semaine.

Selon le D<sup>r</sup> Bensbaïni, le mouvement des praticiens est tributaire des engagements du ministère de la Santé et de sa bonne volonté à vouloir régler les problèmes exposés par les praticiens de la santé publique. Ce qui n'est pas très envisageable par le département de Barkat, lorsqu'on sait que les sanctions ont commencé à tomber, notamment dans la wilaya de Tipasa, où le directeur de la santé a déjà engagé des procédures de mise en demeure, appliquées d'ailleurs par plusieurs établissements de santé publique.

R. M.

### CAMPAGNE EN FAVEUR DE BOUTEFLIKA Pas d'amnistie générale, selon Amara Benyounès

**Le président de la République et candidat indépendant à l'élection présidentielle du 9 avril prochain, M. Abdelaziz Bouteflika, ne compte pas aller vers une amnistie générale dans le cas où il serait réélu pour un troisième mandat.**

**Lyès Menacer - Alger (Le Soir)** - Invité hier de la Radio nationale Chaîne II, Amara Benyounès, membre du directoire de campagne de Abdelaziz Bouteflika, a laissé entendre que la charte pour la paix et la réconciliation nationale ne sera pas transformée en amnistie générale. «La charte pour la paix est claire dans son contenu. Il ne faut pas pousser le bouchon trop loin. Déjà, le président lui-même n'aime pas ce mot», dira-t-il. Benyounès juge que le bilan de la charte pour la réconciliation est positif. «Il suffit de regarder l'amélioration de la situation sécuritaire à travers tout le pays pour se rendre compte que l'Algérie de 2009 n'est pas celle de 1999», argue-t-il, tout en réaffirmant que «la lutte antiterroriste va continuer».

Interrogé sur les 160 milliards de dollars que promet

Bouteflika de dépenser lors du prochain quinquennat, l'ancien ministre des Transports dira que cet argent sera utilisé dans le cadre d'une économie productive. «C'est le moment de passer d'une économie rentière à une économie productive», a-t-il expliqué.

Amara Benyounès estime que les prix du pétrole ne descendront pas en dessous des 30 dollars le baril, se basant sur les déclarations d'un expert en économie qu'il ne citera pas. L'invité de la radio affirme que beaucoup a été fait durant les deux premiers mandats du président mais que rien n'est jamais acquis.

Des efforts doivent être encore consentis pour un développement durable de l'Algérie, ajoute-t-il en déclarant qu'il faut mettre en place de nouveaux mécanismes pour le développe-

ment économique du pays». C'est le cas aussi pour la réélection de Abdelaziz Bouteflika, pense encore Amara Benyounès.

A ce propos, il dira que les soutiens de Bouteflika mèneront une campagne qui regroupera surtout des jeunes et des femmes. Il s'attaquera aux partisans du boycott et déclarera qu'il ne faut pas confondre boycott et abstention. Benyounès soutient que «celui qui veut arriver ou rester au pouvoir n'a pas d'autre choix que les élections».

En ce qui concerne la campagne électorale qui commencera demain jeudi, Amara Benyounès affirme que le directoire de campagne de Bouteflika dispose d'un programme de 8 000 sorties sur le terrain pour défendre leur candidat favori. Ces sorties de proximité, dit-il, seront menées par les directeurs de campagne de wilaya, les partis de l'Alliance présidentielle et l'ensemble des organisations syndicales et associatives qui

ont appelé le président de la République à briguer un troisième mandat.

Quant à Bouteflika, il entamera sa campagne électorale à partir de la wilaya de Batna, ville natale de son prédécesseur Liamine Zeroual qui a refusé, rappelons-le, de participer à la prochaine «mascarade électorale».

Amara Benyounès a déclaré que les Algériens vont découvrir une nouvelle manière de mener une campagne électorale. Le secrétaire général de l'UDR (Union pour la démocratie et la République), un parti politique qui attend depuis 2003 d'être agréé, dira que le code de l'information va être révisé par Bouteflika et qu'aucun pays arabe n'a de leçon à donner à l'Algérie en matière de respect de la liberté d'expression et de la presse. Il expliquera, à ce propos, que les milliers de morts qu'il y a eus durant la décennie noire sont le résultat d'une ouverture démocratique non maîtrisée.

L. M.